

## **PROJET DE CONVENTION ENVIRONNEMENTALE RELATIVE A L'OBLIGATION DE REPRISE DES HUILES USAGEES.**

Vu l'Ordonnance du Conseil de la Région Bruxelles-Capitale du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des huiles usagées,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 établissant la liste de déchets et de déchets dangereux,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination;

Considérant que les parties souhaitent optimiser et améliorer la qualité, l'efficacité, la transparence de la collecte et du traitement des huiles usagées tout en veillant à assurer l'équité entre tous les acteurs;

Considérant que les principes de prévention et de gestion doivent conduire à l'amélioration de la performance environnementale de tous les acteurs économiques concernés;

Considérant que les producteurs ou importateurs sont rendus responsables de la collecte et du traitement des huiles usagées en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination; que cette obligation de reprise peut soit être exécutée individuellement, soit être transférée à un organisme agréé, soit être exécutée selon les modalités d'une convention environnementale à conclure entre la région et les producteurs et importateurs.

Considérant le caractère dangereux des huiles arrivées en fin de vie et la difficulté pour certains détaillants de mettre sur pied un système de reprise de ces produits arrivés en fin de vie ;

Considérant la nécessité de développer, en Région de Bruxelles-Capitale, un réseau de points de collecte complémentaires aux infrastructures publiques ;

### **LES PARTIES SUIVANTES:**

- 1° la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale, lui-même représenté par Monsieur Charles Picqué, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et par Madame Evelyne Huytebroeck, Ministre de l'Environnement, ci-après dénommée la Région;
- 2° les organisations représentatives suivantes:
  - l'a.s.b.l. Fédération Pétrolière Belge, sise avenue des Arts 39 à 1040 BRUXELLES, représentée par Monsieur Patrice Brès,
  - l'a.s.b.l. Lubricants Association Belgium , sise Boulevard Auguste Reyers 80 à 1030

- BRUXELLES, représentée par Monsieur Charles Devroey,
- l'a.s.b.l. Fédération belge des Entreprises de Distribution, sise avenue Edmont Van Nieuwenhuise 8, à 1060 BRUXELLES, représentée par .....
  - l'a.s.b.l. Confédération belge du Commerce et de la Réparation automobile et des Secteurs connexes, Federauto sise Avenue Jules Bordet 164 à 1140 BRUXELLES, représentée par Monsieur Freddy Van hoe,
- 3° l'a.s.b.l. VALORLUB , organisme de pilotage et de coordination du contrat, sise Avenue des Arts 39 à 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Luc Deurinck, ci-après dénommées les organisations

CONVIENNENT CE QUI SUIT:

## CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### Section 1 : Objet de la convention.

Article 1er.

- §1<sup>er</sup> L'objet de la présente convention est de fixer les modalités d'exécution de l'obligation de reprise des huiles usagées conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation et de leur élimination.
- §2 La convention a pour but de stimuler la prévention ainsi que d'améliorer la gestion des huiles usagées par la collecte sélective et le traitement adéquat des huiles usagées en tenant compte des contraintes organisationnelles, techniques, économiques et écologiques.
- §3 La convention a également pour objectif d'harmoniser autant que possible les modalités relatives à l'exécution de l'obligation de reprise entre les trois Régions.
- §4 Afin de tenir compte des spécificités des modes de collecte en Région de Bruxelles-Capitale, la présente convention comportera une phase d'évaluation d'une durée de douze mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention qui, à son terme, permettra de comparer les résultats aux objectifs fixés et, le cas échéant, d'adapter les modes de collecte mis en place.

### Section 2 : Concepts et définitions.

Article 2.

- §1er Les concepts et définitions mentionnés dans l'Ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des huiles usagées, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 établissant la liste de déchets et de déchets dangereux, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination sont d'application pour cette convention, compte tenu du champ d'application et des définitions ci-dessous.
- §2 Pour l'application de la présente convention, on entend par:

1° Huiles : toutes les huiles lubrifiantes et industrielles, qu'elles soient minérales, synthétiques, végétales ou animales, en particulier les huiles de moteur, les huiles de boîtes de vitesse ainsi que les huiles de machine, de turbine, les fluides caloporteurs et les huiles hydrauliques.

2° Huiles usagées : les huiles usagées au sens de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des huiles usagées.

3° Producteur d'huiles : toute personne physique ou morale qui fabrique des huiles et les met sur le marché belge;

4° Importateur d'huiles: toute personne physique ou morale, autre que le producteur d'huiles, qui importe des huiles et les met sur le marché belge, ou qui les importe pour son propre usage au sein de son ou de ses établissements industriels ou commerciaux;

5° Producteur d'huiles usagées: toute personne physique ou morale qui, par ses activités, produit des huiles usagées;

6° Régénération des huiles usagées : la régénération au sens de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des huiles usagées.

7° Traitement R 9 : le traitement R9 tel que défini à l'annexe III de l'arrêté de Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination.

8° A.S.B.L. de pilotage : association sans but lucratif de pilotage et de coordination du contrat (convention environnementale), créée par les organisations conformément à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, et ayant pour but d'atteindre les objectifs de la convention.

9° Codes déchets : les codes figurant sur la liste de déchets et de déchets dangereux établie par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 .

10° L'Institut : Bruxelles Environnement – IBGE, l'Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement, institué par l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement, confirmé et complété par la loi du 16 juin 1989, modifié par les ordonnances du 30 juillet 1992, du 27 avril 1995 et du 29 mars 2001.

12° membre : tout membre d'une des organisations signataires ayant donné mandat à son organisation représentative et qui, vu ses activités, est soumis à l'obligation de reprise des huiles usagées et confie l'exécution de son obligation de reprise à Valorlub.

13° adhérent : tout producteur ou importateur d'huiles qui a conclu un contrat d'adhésion avec Valorlub et qui confie l'exécution de son obligation de reprise à Valorlub.

14° Valorlub : l'asbl de pilotage et de coordination (créée le 14 décembre 2004 et dont les statuts ont été publiés en langue française dans l'annexe au Moniteur Belge du 28 février 2005 et en langue néerlandaise dans l'annexe au Moniteur Belge du 12 janvier 2005) et qui se voit confier, par ses adhérents, les obligations de la présente convention conformément à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-

Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination

### Section 3 : Champ d'application.

#### Article 3.

§1<sup>er</sup> La convention environnementale lie les parties signataires ainsi que les membres et adhérents.

La liste des membres et des adhérents est transmise à l'Institut dans le mois suivant l'entrée en vigueur de la convention. Elle est ensuite tenue à jour et transmise à l'Institut au plus tard le 31 mars de chaque année.

Les organisations et Valorlub s'engagent à informer respectivement leurs membres et ses adhérents sur les obligations découlant de la présente convention.

§2 L'obligation de reprise ne s'applique qu'aux huiles usagées suivantes,:

- 08 03 19 Huiles dispersées provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation d'encre d'impression.
- 12 01 06 Huiles d'usinage à base minérale contenant des halogènes, à l'exclusion de celles se présentant sous forme d'émulsions ou de solutions.
- 12 01 07 Huiles d'usinage à base minérale, sans halogènes, à l'exclusion de celles se présentant sous forme d'émulsions ou de solutions.
- 12 01 08 Emulsions et solutions d'usinage contenant des halogènes
- 12 01 09 Emulsions et solutions d'usinage sans halogènes
- 12 01 10 Huiles d'usinage de synthèse
- 12 01 19 Huiles d'usinage facilement biodégradables
- 13 01 04 Huiles hydrauliques chlorées sous forme d'émulsions
- 13 01 05 Huiles hydrauliques non chlorées sous forme d'émulsions
- 13 01 09 Huiles hydrauliques chlorées à base minérale.
- 13 01 10 Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale.
- 13 01 11 Huiles hydrauliques synthétiques.
- 13 01 12 Huiles hydrauliques facilement biodégradables.
- 13 01 13 Autres huiles hydrauliques.
- 13 02 04 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale.
- 13 02 05 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale.
- 13 02 06 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques.
- 13 02 07 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables.
- 13 02 08 Autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification.
- 13 03 06 Huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01.
- 13 03 07 Huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale.
- 13 03 08 Huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques.
- 13 03 09 Huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables.
- 13 03 10 Autres huiles isolantes et fluides caloporteurs.
- 13 08 02 Autres émulsions non spécifiées ailleurs.
- 13 08 99 Huiles usagées non spécifiées ailleurs.

20 01 26 Huiles usagées, collectées par ou pour le compte des personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ou par les points de collecte mis en place à l'initiative de Valorlub, autres que celles visées à la rubrique 20 01 25.

§3 La convention environnementale est d'application pour les huiles usagées d'origine ménagère et d'origine professionnelle, issues des huiles mises sur le marché belge par les membres et adhérents. .

§4 La convention environnementale n'est pas d'application pour les composés suivants :

- les huiles et graisses de friture ou les autres huiles à usage alimentaire ;
- les polychlorobiphényles et les polychloroterphényles au-dessus des concentrations mentionnées à l'article 15, les solvants, les produits de nettoyage, les détergents, les antigels, les liquides de frein, les combustibles et carburants et autres matières;
- les liquides hydrauliques à base d'eau et/ou de glycols.

## CHAPITRE 2 : PREVENTION ET SENSIBILISATION

Article 4.

§1er Valorlub prend les initiatives nécessaires en matière de prévention quantitative et qualitative. Ces initiatives concernent, entre autres :

- la sensibilisation du consommateur, tant le particulier que l'utilisateur professionnel, en matière d'utilisation optimale des huiles et sur la manière de se défaire des huiles usagées. La sensibilisation vise à rappeler, entre autres, les interdictions de mélanger des huiles usagées avec des PCB's ou avec d'autres déchets dangereux, d'ajouter ou de mélanger à des huiles usagées toute substance étrangère telle que eau, solvants, produits de nettoyage, huiles animales ou végétales, détergents, antigel, liquides de frein, autres combustibles et autres matières.
- la sensibilisation des acteurs agréés et/ou autorisés de la chaîne collecte-traitement en vue d'améliorer l'efficacité et la sécurité des activités de collecte ou de traitement des huiles usagées. A cet effet, Valorlub élabore des contrats de collaboration qui devront être respectés par les acteurs agréés ou autorisés ( transporteurs, collecteurs, centres de traitement, ... ). Ces contrats préciseront, entre autres, les modalités de collecte et/ou de traitement des huiles usagées, les conditions de transport, de stockage, les conditions d'échantillonnage et d'analyses des huiles usagées, l'obligation de peser les huiles usagées. En vue d'atteindre les objectifs de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, Valorlub évaluera la nécessité de collecter séparément, en tout ou en partie, les huiles hydrauliques, les huiles moteurs, les huiles isolantes, les huiles d'usinage ou d'autres types d'huiles. Le contrat de collaboration incite les acteurs à s'inscrire dans des procédures de certification environnementale. Ces contrats seront soumis pour avis à l'Institut qui se prononcera dans un délai de 40 jours.

Valorlub prend des initiatives en vue de promouvoir l'utilisation d'huiles biodégradables pour les applications en lubrification perdue qui le permettent.

- §2 Valorlub rédige un plan de prévention comprenant le(s) contrat(s) de collaboration prévu au §1er et décrivant les initiatives prévues afin de promouvoir la prévention qualitative et quantitative. Ce plan de prévention définit les critères d'évaluation de celui-ci. Le(s) contrat(s) de collaboration et le plan de prévention font partie intégrante du plan de gestion visé à l'article 11. Le plan de prévention est évalué annuellement et est, si nécessaire, adapté.

## CHAPITRE 3 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES HUILES USAGEES

### Section 1 : Collecte.

#### Article 5.

§1er La mise en œuvre de la présente convention a pour objectif la collecte de la totalité des huiles usagées collectables émanant des huiles mises sur le marché belge ou importées pour leur propre usage dans leur(s) établissement(s) par les membres et adhérents.

§2 Les huiles usagées doivent être collectées de manière à atteindre un taux de collecte de 100%. Le taux de collecte exprimé en pourcentage est défini comme le rapport entre le poids des huiles usagées collectées et le poids total d'huiles usagées collectables.

§3 Afin de tenir compte des spécificités des modes de collecte en Région de Bruxelles-Capitale, la présente convention comportera une phase d'évaluation d'une durée de douze mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention qui, à son terme, permettra d'évaluer les résultats de collecte atteints en région de Bruxelles-Capitale au regard des objectifs définis à l'alinéa 2, et, le cas échéant, d'adapter les modes de collecte mis en place.

§4 Les quantités d'huiles usagées collectables sont déterminées annuellement de commun accord entre les parties sur base des quantités d'huiles neuves mises sur le marché en Région de Bruxelles-Capitale, déterminées selon l'article 12 §4, 1°, ou importées pour leur propre usage dans leur(s) établissement(s) par les producteurs et importateurs membres ou adhérents et en tenant compte exclusivement, d'une part des huiles **neuves** réexportées et, d'autre part, des pertes lors de l'utilisation des huiles.

§5 Pour la première année de mise en œuvre de la présente convention, le mode de calcul des quantités d'huiles collectables et les quantités d'huiles collectables sont reprises en annexe au présent document. Pour les années suivantes, le mode de calcul des quantités d'huiles collectables sera précisé sur base d'une étude objective qui sera financée par VALORLUB mais réalisée et certifiée par un bureau indépendant au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur de la convention. Cette étude sera communiquée à l'Institut dans le même délai et validée par celui-ci dans un délai de 40 jours. En l'absence de réaction de l'Institut dans ce délai, l'étude sera considérée comme approuvée. **!!! MODIFIER L'ANNEXE DE 2002 et adapter les quantités collectables sur base de l'expérience acquise par Valorlub depuis le début de son activité**

§6 En fonction notamment des évolutions technologiques, le mode de calcul des quantités d'huiles collectables pourra être revu en concertation avec toutes les parties.

### Sous-Section 1 A : Dispositions spécifiques pour les huiles usagées d'origine ménagère.

#### Article 6

§ 1. Les adhérents à Valorlub sont tenus de s'organiser en vue de procéder à la collecte des

huiles usagées en provenance des ménages. Ils sont entièrement libres de mettre sur pied un réseau de collecte adaptés à leurs souhaits pourvu que les objectifs de collecte soient atteints.

§2 Pour ce faire les adhérents à Valorlub développeront un réseau de collecte constitué d'au moins quatre points de collecte permanents. Ce réseau permettra aux particuliers de venir déposer des huiles usagées sans obligation d'achat.

On entend par point de collecte permanent, un point de collecte accessible aux particuliers à concurrence de six jours par semaine suivant les heures d'ouverture habituelles des commerces de détail. .

L'accès et l'apport au réseau mentionné dans le présent paragraphe se fait gratuitement pour les huiles usagées d'origine ménagère. Valorlub prendra la responsabilité et les coûts de collecte et de traitements des huiles collectées via ce réseau.

Les modalités de la création desdits point de collecte seront convenues par VALORLUB qui informera l'Institut afin de se conformer à la réglementation en matière de collecte d'huiles usagées.

§3 Pour les modalités de la collecte des huiles usagées en provenance des ménages via les points de collecte publics, Valorlub pourra conclure un contrat avec les personnes morales de droit public et/ou l'ABP qui ont en charge la gestion de ces points de collecte. L'accès et l'apport aux réseaux mentionnés dans ce paragraphe se fait gratuitement pour les huiles usagées d'origine ménagère.

§ 4. Les responsables des points de collecte sélective définis au § 2 s'engagent à coopérer et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour augmenter la qualité et la sécurité des huiles usagées collectées. Ces dispositions sont déterminées de commun accord entre le dit responsable, Valorlub et l'Institut. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter toute pollution des huiles collectées et pour garantir leur qualité.

§ 5 Dans le cadre de l'obligation de reprise, Valorlub et ses membres et adhérents s'engagent à contribuer à la sensibilisation des particuliers afin de les stimuler à rapporter les huiles usagées, sans qu'elles ne soient mélangées à d'autres matières, dans les points de collecte mentionnés au §§ 2 et 3

§6 Les détaillants qui vendent en Région de Bruxelles-Capitale des huiles neuves sont tenus d'afficher à un endroit visible, dans chacun de leurs points de vente un avis clairement lisible qui informe les particuliers du réseau de points de collecte mentionnés au §§2 et 3 et des modalités pratiques pour y accéder et invite les particuliers à s'y rendre, lorsqu'ils souhaitent se défaire d'huiles usagées qualifiées de déchets ménagers. A cette condition, ils seront alors dispensés, durant la période de validité de la présente convention environnementale, de reprendre les huiles usagées d'origine ménagère qui leur seraient présentées par un particulier. Valorlub soumet le matériel de sensibilisation qu'il met à disposition du détaillant à l'avis préalable de l'Institut. L'Institut dispose d'un délai de 40 jours pour émettre un avis. Le matériel de sensibilisation peut être adapté si nécessaire, à la demande de l'Institut, moyennant motivation sur base des dispositions de la réglementation en vigueur et/ou de la présente convention.

§ 7. Valorlub s'engage à faire traiter les huiles usagées collectées sélectivement auprès des ménages conformément aux prescriptions de l'article 8.

## Sous-Section 1 B : Dispositions spécifiques pour les huiles usagées d'origine professionnelle.

### Article 7.

§1er La collecte des huiles usagées résultant d'activités professionnelles a lieu grâce à leur remise par les utilisateurs professionnels à des collecteurs/transporteurs agréés et/ou à des entreprises de traitement autorisées par les autorités compétentes. Au démarrage de la convention, lors de leur collecte, les huiles usagées d'origine professionnelle ne peuvent être mélangées à des huiles issues de la collecte mentionnée à l'art 6.

§2 Le plan de gestion doit contenir un relevé des actions à mener envers les entreprises et les autres distributeurs et/ou consommateurs professionnels, y compris la navigation intérieure, en vue d'atteindre les objectifs de la présente convention, et un relevé des initiatives prises pour la mise en place d'un système de suivi des quantités d'huiles usagées collectées et de leur traitement.

§3 Lorsqu'il est constaté que les huiles usagées ont été mélangées avec des PCB's ou avec d'autres déchets dangereux ou toute substance étrangère telle que de l'eau, des solvants, des produits de nettoyage, des huiles animales ou végétales, des détergents, des antigels, des liquides de frein, d'autres combustibles, le détenteur professionnel supporte les surcoûts de traitement de ce mélange de déchets.

## Section 2 : Traitement.

### Article 8.

§ 1<sup>er</sup> Les huiles usagées collectées seront traitées selon les meilleures techniques disponibles n'entraînant pas de coûts excessifs, tout en respectant les législations en vigueur au niveau régional, fédéral et européen.

§2 Les huiles collectées sont traitées afin d'atteindre les taux suivants :

- régénération ou autres réemplois: au moins 60%
- utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie: maximum 40%.

## Section 3 : Evaluation des objectifs.

### Article 9.

- Dans les deux mois qui suivent le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention environnementale, Valorlub évaluera, conjointement avec l'Institut, les résultats de collecte et de traitement atteints en Région de Bruxelles-Capitale au regard des objectifs définis à l'article 5.

- Dans le cas où les objectifs ne sont pas atteints, Valorlub est tenu de présenter, dans les deux mois, pour approbation à l'Institut un plan stratégique portant sur la période de validité restante de la convention et définissant les actions envisagées afin d'aboutir aux résultats en matière de collecte, de recyclage et de valorisation. Ce plan stratégique sera évalué après un an.

Au terme de ce délai, si elle estime que les progrès réalisés ne sont pas suffisants, la Région se réserve le droit de dénoncer la présente convention et de demander aux adhérents à Valorlub, aux grossistes et aux détaillants d'assumer leurs obligations de reprise telles que décrites dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination.

Article 10  
Néant

## CHAPITRE 5 : L'A.S.B.L. DE PILOTAGE

### Section 1 : Missions de l'asbl de pilotage Valorlub.

Article 11.

§1er Les organisations ont constitué l'organisme de pilotage et de coordination du contrat VALORLUB, sous forme d'association sans but lucratif conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, telle que modifiée par la loi du 02 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

En vue d'atteindre ses objectifs, VALORLUB a, parmi ses missions prioritaires, celle de stimuler le plus grand nombre possible de personnes physiques ou morales qui produisent ou importent des huiles à adhérer à VALORLUB.

§2 Valorlub établit chaque année un plan de gestion en exécution du plan stratégique mentionné à l'article 9. Ce plan est soumis pour approbation à l'Institut au plus tard le 31 octobre de chaque année précédant l'année civile de sa mise en œuvre.

L'Institut approuve, sollicite un complément d'informations ou refuse le plan d'exécution dans les deux mois. Sans réponse passé ce délai, le plan est réputé approuvé. Si l'Institut refuse ce plan, il notifie sa décision à VALORLUB par un courrier recommandé qui mentionne les motifs du refus. VALORLUB est alors tenu d'introduire un plan révisé tenant compte des critiques émises par l'Office dans un délai de trois mois. Un recours peut également être introduit auprès du Ministre de l'Environnement

§4 Valorlub prend en charge:

- 1° la rédaction et l'exécution du plan de gestion annuel, qui comprend au minimum :
  - le plan de prévention ;
  - la détermination de la quantité potentielle d'huiles usagées collectables ;
  - le relevé des actions vers les entreprises et les ménages ;
  - le relevé des actions relatives à la collecte et au traitement des huiles usagées ;
  - le plan financier ;
  - le rapport de suivi.
- 2° le rapportage prévu à l'article 12 de cette convention ;
- 3° les modalités d'information vers tous les acteurs concernés par l'exécution de la présente convention;
- 4° l'évaluation de la reprise des huiles usagées conformément aux articles 5 à 7 de cette convention et l'évaluation du traitement des huiles usagées collectées.
- 5° le suivi qualitatif et statistique de la collecte, du prétraitement et du traitement des

huiles usagées;

- 6° la réalisation du monitoring des résultats obtenus et de l'exécution des autres dispositions de la présente convention ;
- 7° le financement et l'exécution de la présente convention et de l'obligation de reprise ainsi que la gestion des moyens financiers y afférents conformément à la section 4 du chapitre 5 de la présente convention.
- 8° la mise en œuvre des actions mentionnées à l'article 4 de la présente convention.

§5 Valorlub vise à assurer la plus grande uniformité sur le plan administratif et logistique. Toutes les parties se concertent sur les modalités de fonctionnement de Valorlub.

§6 Valorlub s'engage à réaliser ses objectifs dans la transparence totale.

§7 L'Institut est invité à titre d'observateur permanent de la Région à toutes les réunions du conseil d'administration de Valorlub ainsi qu'aux assemblées générales et à toute autre réunion de préparation des décisions à prendre par le conseil d'administration, sans disposer néanmoins d'un droit de vote. Une copie de tous les procès-verbaux du conseil d'administration est transmise à l'Institut.

## Section 2 : Obligations d'information.

### Article 12.

§1<sup>er</sup> Valorlub fournit à l'Institut toutes les informations que celui-ci juge utile pour l'évaluation des objectifs à atteindre conformément à la présente convention et pour atteindre les objectifs généraux de contrôle de la mise en œuvre de l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination.

§2 Valorlub et la Région se portent garants de la confidentialité des données de marché des entreprises individuelles concernées (telles que mais non limitativement : commerce d'huiles neuves, entreprises de collecte et de traitement d'huiles usagées, ...) dans le respect des dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 sur l'accès à l'information relative à l'environnement en Région de Bruxelles-Capitale.

§3 En vue d'atteindre les objectifs de la présente convention, Valorlub s'engage à organiser des campagnes d'information et de sensibilisation. L'intensité, la forme et le contenu des campagnes d'information et de sensibilisation sont adaptés en fonction des résultats atteints.

Les projets de campagne sont soumis pour avis à l'Institut qui se prononce dans un délai de 40 jours. Au cas où les campagnes d'information ne seraient pas en concordance avec les dispositions de la présente convention ou préjudiciables aux campagnes d'utilité générale menée par la Région, Valorlub est tenu d'adapter en conséquence ses campagnes d'information.

§4 Valorlub transmet avant le 31 mai de chaque année à l'Institut un rapport reprenant les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

- 1° la quantité totale, exprimée en kilos, des huiles mises sur le marché en Région de

Bruxelles-Capitale par les membres et adhérents ainsi que celles qui ont été importées par eux pour leur propre usage au sein de leur(s) établissement(s) professionnel(s).

Les quantités mises sur le marché sont calculées sur base des quantités mises sur le marché en Belgique et moyennant une clef de répartition des quantités nationales par région. Cette clef de répartition est déterminée de commun accord entre Valorlub et les régions.

- 2° la quantité totale, exprimée en kilos, d'huiles usagées collectées en Région de Bruxelles-Capitale, en faisant la distinction entre les huiles d'origine ménagère et d'origine professionnelle ;
- 3° les installations dans lesquelles les huiles usagées collectées ont été traitées et leur mode de traitement ;
- 4° les quantités totales, exprimées en kilos, d'huiles usagées entrant respectivement dans des filières de régénération, de traitement R9, de valorisation énergétique ;
- 5° les quantités totales, exprimées en kilos, d'huiles de base et d'autres composants utiles issus respectivement de la régénération et des traitements R9 ;
- 6° la quantité totale, exprimée en kilos, de déchets issus du traitement d'huiles usagées, qui doivent être éliminés ;

Valorlub transmet également et dans le même délai à l'Institut les prévisions de la quantité totale exprimée en kilos d'huiles mises à la consommation en Région de Bruxelles-Capitale par les membres et adhérents au cours de l'année en cours.

§5 Les données commerciales mentionnées dans la présente convention sont collectées auprès des membres et adhérents par l'intermédiaire d'une entité externe désignée par Valorlub. Les données ainsi obtenues sont incorporées par l'entité externe dans un rapport global couvrant tous les membres et adhérents de manière telle qu'il soit impossible d'en déduire des données de marché (telles que mais non limitativement : prix, coûts etc....), et/ou des parts de marché d'entreprises individuelles. Valorlub veille à ce que l'entité externe désignée pour réunir les renseignements susmentionnés offre les garanties appropriées quant au traitement confidentiel des données transmises. A cette fin une convention de confidentialité est signée.

§6 Au moins une fois par an, Valorlub fait vérifier par un organisme indépendant désigné **en concertation** avec l'Institut, le respect des contrats de collaboration prévus à l'article 4, §1<sup>er</sup> par les acteurs participant à la gestion des huiles usagées.

### Section 3 : Adhésion à Valorlub.

#### Article 13.

Valorlub ne peut refuser l'adhésion d'aucun producteur ou importateur d'huiles auquel l'obligation de reprise visée dans la présente convention s'appliquerait sauf pour motifs graves dûment justifiés à l'Institut.

### Section 4 : Financement.

#### Sous-section 4 A : Aspects généraux

#### Article 14.

- §1er VALORLUB est financé par des cotisations des membres et adhérents. La cotisation annuelle individuelle est calculée en multipliant la cotisation unitaire par litre avec les quantités d'huiles mises sur le marché ou vendues en Région de Bruxelles-Capitale ou importées pour son propre usage dans son ou ses établissement(s) par chaque membre ou adhérent.
- §2 La cotisation unitaire est différenciée selon le type d'huiles et le volume des conditionnements. La hauteur de la cotisation unitaire est fixée par VALORLUB de manière à pouvoir respecter les engagements de la présente convention. La cotisation peut être adaptée annuellement sur base, entre autres, des coûts réels de collecte et de traitement.
- §3 Le calcul de la cotisation unitaire ainsi que sa motivation doivent être présentés pour avis à l'Institut, qui se concertent avec les autres Régions, et qui se prononce dans un délai de 40 jours.
- § 4 La cotisation annuelle est due à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle le membre ou adhérent ne peut apporter la preuve qu'il a satisfait à son obligation de reprise alors qu'il y était soumis, ou, dans le cas contraire, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007. La cotisation est exigible selon les modalités précisées dans le contrat d'adhésion.
- §5 La comptabilité de l'organisme doit être conçue de manière telle qu'elle permette d'identifier clairement et sans équivoque les recettes et dépenses relatives, d'une part, aux huiles d'origine ménagère, d'autre part, aux huiles d'origine professionnelle ainsi que ses propres coûts de fonctionnement.
- §6 Lorsque la réglementation l'impose, tous les membres ou adhérents répercutent le montant de leur cotisation à VALORLUB d'une même façon dans le prix de vente de l'huile neuve qu'ils mettent sur le marché, en mentionnant clairement qu'il s'agit d'une contribution environnementale à la gestion de l'huile usagée. Dans ce cas, les distributeurs et garagistes, à leur tour, ainsi que toute la chaîne de distribution, répercutent ce même montant dans leur prix de vente.
- §7 Si, au contraire, aucune disposition réglementaire existante n'impose la pratique mentionnée au § 6, chaque membre et adhérent détermine individuellement si, et le cas échéant la façon dont les cotisations ont une influence sur leurs prix et/ou autres conditions de vente. Cette détermination aura lieu sans consultation, ni concertation avec d'autres membres et/ou adhérents ni avec Valorlub ainsi que sans délibération avec ses autres membres et/ou adhérents et/ou Valorlub.
- § 8 Toute entreprise qui adhère à Valorlub après la mise en place de celui-ci, s'engage à exécuter toutes les obligations prescrites dans la présente convention dans la mesure où elles lui incombent, en ce compris les obligations exigibles avant la date d'adhésion.
- § 9 Chaque année, Valorlub fait contrôler à ses frais ses comptes annuels par un réviseur d'entreprise désigné après consultation de l'Institut.  
Le rapport établi par le réviseur d'entreprise est transmis à l'Institut.  
Ce rapport annuel donne une image précise du mode de financement du système collectif.

**Sous-section 4 B : Huiles usagées d'origine ménagère collectées dans les points de collecte définis à l'article 6§2**

## Article 15

§ 1<sup>er</sup> Lorsqu'il est constaté que les huiles usagées provenant des ménages et collectées dans les circuits mentionnés à l'article 6§3 ont été contaminées avec plus de 50 mg/kg de PCB's/PCT's, le surcoût de traitement de ce liquide, multiplié par le prorata des quantités mises sur le marché en Région Bruxelles-Capitale par les membres et adhérents à VALORLUB, sera supporté

- par VALORLUB, pour autant que les dispositions de l'art 6 §§4 et 5 soient respectées et que le volume d'huiles contaminées ne dépasse pas 5 % des huiles usagées d'origine ménagère collectées en Région de Bruxelles-Capitale ;
- conjointement par Valorlub et la Région de Bruxelles-Capitale , à raison chacun de cinquante pour cent du coût, pour les volumes au delà de la quantité déterminée à l'alinéa précédent .

§2 En application de l'article 3 deuxième 2° de l'Arrêté du 18 juillet 2002 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, Valorlub financera la collecte et le traitement des huiles usagées d'origine ménagère, collectées par l'ABP au prorata des quantités mises sur le marché en Région Bruxelles-Capitale par les membres et adhérents à VALORLUB. Les modalités dudit financement seront définies dans les contrats mentionnés à l'article 6 § 4 de cette convention.

### Sous-section 4 C : huiles usagées d'origine professionnelle

#### Article 16

§ 1 Valorlub peut rembourser aux détenteurs d'huiles usagées d'origine professionnelle une somme forfaitaire. Cette somme forfaitaire est déterminée en fonction des quantités et du type d'huile, de la situation du marché des huiles usagées ainsi que de la méthode de collecte et de traitement. A cet effet, le détenteur est tenu de présenter un certificat de collecte et de traitement fourni par un collecteur d'huiles usagées avec lequel Valorlub a passé un contrat de collaboration.

§ 2 VALORLUB verse aux collecteurs agréés, avec lesquels il a passé un contrat de coopération, une somme forfaitaire qui est déterminée en fonction des quantités et des types d'huiles usagées collectées, de la méthode de collecte et de traitement. A cet effet, les collecteurs fournissent à VALORLUB les informations relatives à la collecte et au traitement réalisés, conformément aux prescriptions de l'article 12 §§4.

§ 3 VALORLUB rembourse à chaque membre ou adhérent qui lui en fait explicitement la demande, une somme pour la quantité d'huile neuve qu'il a produit ou importé et qu'il a livré à un négociant qui l'a réexporté. La somme à rembourser est équivalente à la cotisation que l'adhérent a payée à VALORLUB lors de la mise sur le marché de ladite quantité d'huile. A cet effet, le membre ou l'adhérent informe VALORLUB des quantités d'huiles réexportées, au moyen d'une déclaration sur l'honneur fournie par ce négociant au membre, adhérent ou via un tiers mandaté par le membre ou adhérent, sur le modèle établi par VALORLUB.

VALORLUB règle annuellement le remboursement moyennant une régularisation de la déclaration définitive annuelle du membre ou de l'adhérent.

§ 4 VALORLUB fixe annuellement les forfaits visés aux §§ 1 et 2 de manière telle que les objectifs de la convention puissent être atteints et que l'obligation de reprise dans son ensemble soit respectée.

## CHAPITRE 6 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

### Article 17.

- §1er La Région prendra des initiatives vers les autres autorités régionales afin que, dans les trois Régions, la réglementation en matière d'obligation de reprise des huiles usagées tant d'origine ménagère que professionnelle soit autant que possible harmonisée.
- §2 La Région s'engage à veiller à l'application stricte par tous les acteurs de l'obligation de reprise et à la verbalisation des infractions. La Région s'engage à faire effectuer les contrôles nécessaires auprès de tous les acteurs.
- §3 Afin de rendre possible l'exécution de la présente convention et de soutenir les actions de Valorlub, des organisations, des membres et des adhérents, la Région s'engage, si la réalisation de l'obligation de reprise le requiert, et après concertation avec Valorlub, à prendre les dispositions législatives complémentaires nécessaires
- §4 La Région s'engage, lors de l'approbation de plans de gestion individuels introduits par d'autres entreprises que celles liées par la présente convention, à appliquer des principes équitables par rapport aux obligations qui s'imposent aux entreprises liées par la présente convention.

## CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS FINALES

### Section 1 : Comité d'accompagnement.

#### Article 18.

- §1er Un Comité d'accompagnement sera créé en cas de conflit. Sa composition devra être fixé selon la nature du conflit. Elle sera toujours composée de deux représentants de Valorlub et de deux représentants de la Région.  
Ce comité est chargé de la médiation des conflits éventuels pouvant surgir dans le cadre du déroulement de la convention.
- §2 Les décisions du Comité d'accompagnement sont prises à l'unanimité. Faute d'unanimité, le Comité d'accompagnement fait rapport au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.
- § 3 Dans le cas d'un conflit et dans l'attente d'une médiation, Valorlub poursuit ses activités selon le mode de fonctionnement préalable au conflit.

### Section 2 : Durée et fin de la convention.

#### Article 19.

- §1er La présente convention environnementale entre en vigueur 10 jours après sa publication au Moniteur Belge.

§2 La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans.

### Section 3 : Modifications.

Article 20.

§1er Les dispositions de la présente convention environnementale seront adaptées à une éventuelle modification du droit européen en la matière ou à toute autre obligation découlant du droit international.

§2 La présente convention peut également être modifiée conformément à l'art 10 de l'ordonnance sur les conventions environnementales.

### Section 4 : Résiliation.

Article 21.

La présente convention peut être résiliée moyennant un préavis de six mois.

La notification du préavis s'effectue, sous peine de nullité, par lettre recommandée à la poste aux signataires de la convention. Le délai de préavis commence le premier jour du mois suivant la notification.

### Section 5 : Clause de compétence.

Article 22.

Tout litige naissant de la présente convention ou y afférent et pour lequel aucune solution ne peut être trouvée au sein du Comité d'accompagnement, visé à l'article 16 de la présente convention, est soumis aux tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

### Section 6 : Dispositions finales.

Article 23.

La convention a été conclue à BRUXELLES le ..... et a été signée par les représentants de toutes les parties.

Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire de la convention.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,

Charles Picqué

La Ministre de l'Environnement du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,

Evelyne Huytebroeck

Pour les organisations :

l'a.s.b.l. Fédération Pétrolière Belge:

Patrice Brès

l'a.s.b.l. Lubricants Association Belgium:

Charles Devroey

l'a.s.b.l. Fédération belge des Entreprises de Distribution:

Baudouin Velge

l'a.s.b.l. Confédération belge du Commerce et de la Réparation automobile :  
et des Secteurs connexes, Federauto:

Freddy Van hoe

L'a.s.b.l. Valorlub:

Luc Deurinck

ANNEXE : QUANTITES HUILES COLLECTABLES EN BELGIQUE

Huiles collectables 2002							
	Catégorie	Marché total [tonnes]	Pourcentage collectable		Quantité collectable [tonnes]		Remarques
			Min	Max	Min	Max	
<b>HUILES MOTEURS</b>		40775			17989	22990	
Huiles moteurs voitures de tourisme	1A + 1A1	18486	50%	60%	9243	11092	(1)
Huiles moteurs diesel véhicules utilitaires, agriculture, travaux publics	1B +1B1+1B2	19307	40%	55%	7723	10619	(2)
Huiles moteurs deux-temps	1C	404	0%	0%	0	0	(3)
Autres huiles moteurs	1D	1525	40%	50%	610	763	(4)
Huiles moteurs de bateaux (national)	1D	1034	40%	50%	414	517	(5)
Huiles moteurs et turbines d'avions	1F	19	0%	0%	0	0	(6)
<b>HUILES POUR ENGRENAGES ET TRANSMISSIONS</b>		26024			13970	18713	
Huiles transmissions automatiques	2A	2413	50%	70%	1207	1689	(7)
Huiles engrenages automobiles	2B	3870	50%	70%	1935	2709	(8)
Huiles engrenages industriels	2C	2918	70%	80%	2043	2334	(9)
Huiles transmissions hydrauliques	2D	15974	55%	75%	8786	11981	(10)
Huiles hydrauliques ininflammables							
Huiles amortisseurs	2E	849	0%	0%	0	0	(11)
<b>HUILES POUR LE TRAVAIL DES METAUX</b>		4797			1775	2594	
Huiles pour le traitement thermique (de trempe)	4A	234	50%	70%	117	164	(12)
Huiles non solubles pour le travail des métaux (neatoil)	4B	2586	50%	70%	1293	1810	(13)
Huiles solubles pour le travail des métaux	4C	1215	30%	50%	365	608	(14)
Produits de protection	4D	513	0%	0%	0	0	(15)
Huiles de laminage	4E	249	0%	5%	0	12	(16)
<b>HUILES SURRAFFINEES</b>		1945			1269	1556	
Huiles turbines (excl. aviation)	5A	1024	70%	80%	717	819	(17)
Huiles transformateurs	5B	921	60%	80%	553	737	(18)
Huiles réfrigération de câbles							
<b>AUTRES HUILES</b>		9021			1003	2364	

Huiles compresseurs	6A1	900	40%	60%	360	540	(19)
Huiles compresseurs frigorifiques	6A2	130	50%	70%	65	91	(20)
Huiles lubrification générale (incl. Slide-way, pneumatic tool, total loss system,...)	6B	5777	10%	30%	578	1733	(21)
Autres huiles à usage non lubrifiant	6C	2214	0%	0%	0	0	(22)
<b>HUILES DE PROCEDE</b>		<b>58613</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
Huiles de procédé, blanches (techniques et médicinales) aromatiques, cires, paraffines, huiles de base	7A,7B,7C,8A	58613	0%	0%			(23)
<b>TOTAL :</b>		<b>141175</b>			<b>36006</b>	<b>48217</b>	

## Remarques

Les pourcentages collectables minimum et maximum sont des premières estimations approximatives, faites par les membres du groupe de travail interfédération huiles usagées en janvier 2004, et qui devront être affinés par l'organisme de gestion pendant sa première période d'activité.

1. Consommation lors de l'utilisation : combustion, fuites, évaporation. La quantité collectable diminue au fur et à mesure que la longévité des huiles augmente. Les huiles neuves des nouvelles voitures ne sont pas prises en compte, en conséquence les huiles usagées non plus. ( total +/- 140 t / an )
2. Consommation lors de l'utilisation : combustion, fuites, évaporation. La quantité collectable diminue au fur et à mesure que la longévité des huiles augmente. Les applications ont une consommation spécifique plus élevée que les voitures de tourisme.
3. Les huiles pour moteurs à deux-temps sont entièrement consommées lors de leur utilisation.
4. Consommation, fuites. Moteurs à gaz, tondeuses à gazon, moteurs fixes ... .
5. Consommation, fuites. National = navigation intérieure; navigation marine = exportation.
6. Fuites, évaporation.
7. Fuites, évaporation.
8. Fuites, évaporation.
9. Fuites, évaporation
10. Consommation entière des huiles ininflammables lors de leur utilisation. Pas à la base de hydrocarbures.
11. Les huiles usagées d'amortisseurs sont récupérées dans les entreprises de démolition de voitures ( dès lors 0 % dans ce tableau-ci ). Durée de vie égale à la durée de vie de

l'amortisseur. Pertes par fuites.

12. Fuites, évaporation, entraînement avec le produit.

13. Fuites, évaporation, entraînement avec le produit.

14. Le déchet se présente sous forme huile + eau, c'est à dire de l'eau avec +/- 10% d'huile. Le pourcentage se rapporte à la phase huileuse uniquement.

15. Consommation totale lors de l'utilisation.

16. Entraînement quasi total avec le produit, fuites.

17. Fuites

18. Huiles de transformateurs : 80-90 % Fuites. Consommation totale des huiles pour imprégnation de câbles.

19. Fuites, évaporation.

20. Fuites, évaporation.

21. Consommation totale lors de la plupart de ces applications.

22. Consommation totale dans le produit, comme les huiles de procédé.

Consommation totale des huiles de procédé dans

## **ONTWERP VAN MILIEUOVEREENKOMST BETREFFENDE DE TERUGNAMEPLICHT VOOR AFVALOLIE.**

Gelet de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen;

Gelet de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten;

Gelet het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van afvalolie;

Gelet het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002 tot vaststelling van de lijst van afvalstoffen en gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering;

Gelet het feit dat, overeenkomstig de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten, het ontwerp van milieuovereenkomst het voorwerp heeft uitgemaakt van een openbare raadpleging en een publicatie in het Belgisch Staatsblad op ...;

Overwegende dat de partijen de kwaliteit, de efficiëntie, de transparantie van de inzameling en de verwerking van afvalolie wensen te optimaliseren en te verbeteren en daarbij de billijkheid tussen alle actoren wensen te verzekeren;

Overwegende dat de preventie- en beheersprincipes moeten leiden tot een verbetering van de milieuprestaties van alle betrokken economische actoren;

Overwegende dat de producenten of invoerders verantwoordelijk worden gesteld voor de inzameling en verwerking van afvalolie volgens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juni 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering; dat deze terugnameplicht hetzij individueel kan worden uitgevoerd, hetzij kan worden overgedragen aan een erkend organisme, hetzij kan worden uitgevoerd volgens de modaliteiten van een milieuovereenkomst, af te sluiten tussen het Gewest en de producenten en invoerders;

Overwegende het gevaarlijke karakter van de olie die het einde van zijn levensduur heeft bereikt en de moeilijkheid voor sommige kleinhandelaars om een terugnamesysteem op te zetten voor deze producten die het einde van hun levensduur hebben bereikt;

Overwegende de noodzaak om in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een netwerk te ontwikkelen van inzamelpunten ter aanvulling van de openbare infrastructuur;

## **DE VOLGENDE PARTIJEN:**

- 1° het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zelf vertegenwoordigd door de heer Charles Picqué, Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en door mevrouw Evelyne Huytebroeck, Minister van Leefmilieu hierna genoemd het Gewest;
- 2° de volgende representatieve organisaties:
  - de vzw Belgische Petroleum Federatie, Kunstlaan 39 te 1040 BRUSSEL, vertegenwoordigd door de heer Patrice Brès,
  - de vzw Lubricants Association Belgium, Auguste Reyerslaan 80 te 1030 BRUSSEL, vertegenwoordigd door de heer Charles Devroey,
  - de vzw Belgische Federatie van de Distributie, Edmond Van Nieuwenhuyselaan 8, te 1160 BRUSSEL, vertegenwoordigd door de heer Baudouin Velge
  - de vzw Belgische Confederatie van de Autohandel en -reparatie en van de Aanverwante sectoren, Jules Bordetlaan 164 te 1140 BRUSSEL, vertegenwoordigd door de heer Freddy Van hoe,
- 3° de vzw VALORLUB, het organisme ter sturing en coördinatie van de overeenkomst, Kunstlaan 39 te 1040 BRUSSEL, vertegenwoordigd door de heer Luc Deurinck, hierna genoemd de organisaties,

## **KOMEN OVEREEN WAT VOLGT:**

### **HOOFDSTUK 1: ALGEMENE BEPALINGEN**

#### **Sectie 1: Voorwerp van de overeenkomst.**

##### Artikel 1.

- §1 Deze overeenkomst heeft tot doel het vastleggen van de uitvoeringsmodaliteiten voor de terugnameplicht voor afvalolie overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juni 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering.
- §2 De overeenkomst heeft tot doel de preventie te stimuleren en het beheer van afvalolie te verbeteren door een selectieve inzameling en passende verwerking van afvalolie, rekening houdend met de organisatorische, technische, economische en ecologische randvoorwaarden.
- §3 De overeenkomst heeft eveneens tot doel een harmonisering tussen de drie gewesten van de modaliteiten met betrekking tot de uitvoering van de terugnameplicht.
- §4 Teneinde rekening te houden met de specifieke kenmerken van de inzamelwijzen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal onderhavige overeenkomst een evaluatiefase omvatten van twaalf maanden, te rekenen vanaf de datum van in voege treden van onderhavige overeenkomst. Op dat ogenblik zal het mogelijk zijn om de resultaten te vergelijken met de vastgelegde doelstellingen en, desgevallend, de bestaande inzamelwijzen aan te passen.

## **Sectie 2: Begrippen en definities.**

### Artikel 2.

§1 De begrippen en definities vermeld in de Ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van afvalolie, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002 tot vaststelling van de lijst van afvalstoffen en gevaarlijke afvalstoffen, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering zijn van toepassing op deze overeenkomst, rekening houdend met het toepassingsgebied en de hierna volgende definities.

§2 Voor de toepassing van onderhavige overeenkomst wordt verstaan onder:

1° Olie: alle soorten smeerolie en industriële olie, op minerale, synthetische, plantaardige of dierlijke basis, in het bijzonder oliën voor motoren, oliën voor transmissiesystemen alsmede oliën voor machines, turbines, vloeistoffen voor warmteoverdracht en hydraulische oliën.

2° Afvalolie: afvalolie in de betekenis van artikel 2 van het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van afvalolie.

3° Producent van olie: elke natuurlijke of rechtspersoon die oliën produceert en ze op de Belgische markt brengt;

4° Invoerder van olie: elke natuurlijke of rechtspersoon, andere dan de producent van olie, die olie invoert en ze op de Belgische markt brengt, of die ze invoert voor eigen gebruik binnen zijn eigen industriële of commerciële inrichting(en).

5° Producent van afvalolie: elke natuurlijke of rechtspersoon die door zijn activiteiten afvalolie produceert;

6° Regeneratie van afvalolie: regeneratie in de betekenis van artikel 2 van het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van afvalolie.

7° R9-verwerking: de R9-verwerking zoals gedefinieerd in bijlage III van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering.

8° Vzw ter sturing: vereniging zonder winstoogmerk ter sturing en coördinatie van de overeenkomst (milieuovereenkomst), opgericht door de organisaties overeenkomstig artikel 18 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, met als doel het bereiken van de doelstellingen van de overeenkomst.

9° Afvalstoffencodes: de codes vermeld in de lijst met afvalstoffen en gevaarlijke afvalstoffen opgesteld door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002.

10° Het Instituut: Leefmilieu Brussel – BIM, het Brussels Instituut voor Milieubeheer, opgericht bij koninklijk besluit van 8 maart 1989 ter oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, bekrachtigd en aangevuld door de wet van 16 juni 1989, gewijzigd door de ordonnanties van 30 juli 1992, 27 april 1995 en 29 maart 2001.

11° Net Brussel: Gewestelijk Agentschap voor Netheid, opgericht door de ordonnantie van 19 juli 1990.

12° Lid: elk lid van een van de ondertekenende organisaties dat zijn mandaat heeft gegeven aan de representatieve organisatie en dat, gezien zijn activiteiten, onderworpen is aan de terugnameplicht voor afvalolie en de uitvoering van zijn terugnameplicht aan Valorlub toevertrouwt.

13° Deelnemer: elke producent of invoerder van olie die een toetredingsovereenkomst heeft afgesloten met Valorlub en die de uitvoering van zijn terugnameplicht aan Valorlub toevertrouwt.

14° Valorlub: de vzw ter sturing en coördinatie (opgericht op 14 december 2004 en waarvan de statuten in het Frans werden gepubliceerd in de bijlage bij het Belgisch Staatsblad van 28 februari 2005 en in het Nederlands in de bijlage bij het Belgisch Staatsblad van 12 januari 2005) en die door haar deelnemers de verplichtingen in onderhavige overeenkomst, overeenkomstig artikel 18 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, toevertrouwd krijgt.

### **Sectie 3: Toepassingsgebied.**

#### Artikel 3.

§1 De milieuovereenkomst bindt de ondertekenende partijen evenals hun leden en deelnemers.

De lijst van de leden en deelnemers wordt ingediend bij het Instituut binnen de maand na de inwerkingtreding van de overeenkomst. Ze wordt vervolgens bijgewerkt en uiterlijk op 31 maart van elk jaar bij het Instituut ingediend.

De organisaties en Valorlub verbinden zich ertoe om respectievelijk hun leden en deelnemers in te lichten over de verplichtingen die voortvloeien uit onderhavige overeenkomst.

§2 De terugnameplicht is slechts van toepassing op de volgende types afvalolie:

- 08 03 19 Dispersieolie afkomstig van de productie, formulering, distributie en het gebruik van drukinkt
- 12 01 06 Halogeenvoudende minerale machineolie (exclusief emulsies en oplossingen)
- 12 01 07 Halogeenvrije minerale machineolie (exclusief emulsies en oplossingen)
- 12 01 08 Halogeenvoudende emulsies en oplossingen voor machinale bewerking
- 12 01 09 Halogeenvrije emulsies en oplossingen voor machinale bewerking
- 12 01 10 Synthetische machineolie

- 12 01 19 Biologisch gemakkelijk afbreekbare machineolie
- 13 01 04 Gechloreerde emulsies
- 13 01 05 Niet-gechloreerde emulsies
- 13 01 09 Gechloreerde minerale hydraulische olie
- 13 01 10 Niet-gechloreerde minerale hydraulische olie
- 13 01 11 Synthetische hydraulische olie
- 13 01 12 Biologisch gemakkelijk afbreekbare hydraulische olie
- 13 01 13 Overige hydraulische olie
- 13 02 04 Gechloreerde minerale motor-, transmissie- en smeeroilie
- 13 02 05 Niet-gechloreerde minerale motor-, transmissie- en smeeroilie
- 13 02 06 Synthetische motor-, transmissie- en smeeroilie
- 13 02 07 Biologisch gemakkelijk afbreekbare motor-, transmissie- en smeeroilie
- 13 02 08 Overige motor-, transmissie- en smeeroilie
- 13 03 06 Niet onder 13 03 01 vallende gechloreerde minerale olie voor isolatie en warmteoverdracht
- 13 03 07 Niet-gechloreerde minerale olie voor isolatie en vloeistof voor warmteoverdracht
- 13 03 08 Synthetische olie voor isolatie en vloeistof voor warmteoverdracht
- 13 03 09 Biologisch gemakkelijk afbreekbare olie voor isolatie en vloeistof voor warmteoverdracht
- 13 03 10 Overige olie voor isolatie en vloeistof voor warmteoverdracht
- 13 08 02 Overige emulsies
- 13 08 99 Niet elders genoemd olieafval
- 20 01 26 Afvalolie, ingezameld door of in opdracht van de publiekrechtelijke rechtspersonen verantwoordelijk voor de inzameling van huishoudelijk afval of door de inzamelpunten opgericht op initiatief van Valorlub, en die niet onder 20 01 25 valt.

§3 De milieuovereenkomst is van toepassing op de afvalolie van huishoudelijke en bedrijfsmatige oorsprong, afkomstig van olie op de Belgische markt gebracht door de leden en deelnemers.

§4 De milieuovereenkomst is niet van toepassing op :

- frituurolie en frituurvetten of andere voedingsolie;
- polychloorbifenylen en polychloorterfenylen met hogere concentraties dan die vermeld in artikel 15, oplosmiddelen, schoonmaakproducten, detergents, antivries, remvloeistoffen, brandstoffen en andere stoffen;
- hydraulische vloeistoffen op basis van water en/of glycol.

## **HOOFDSTUK 2: PREVENTIE EN BEWUSTMAKING**

### **Artikel 4.**

§1 Valorlub neemt de nodige initiatieven ter bevordering van de kwantitatieve en kwalitatieve preventie. Deze initiatieven hebben onder meer betrekking op:

- de bewustmaking van zowel de particuliere als de bedrijfsmatige gebruiker, op het vlak van het optimale gebruik van olie en de manier om zich van afvalolie te ontdoen. De bewustmaking beoogt onder meer een herinnering aan het verbod op het mengen van afvalolie met PCB's of andere gevaarlijke afvalstoffen, het toevoegen of mengen in afvalolie van eender welke vreemde stoffen zoals water, oplosmiddelen, schoonmaakproducten, dierlijke of plantaardige oliën, detergents, antivries, remvloeistoffen, andere brandstoffen en andere stoffen.

- de bewustmaking van de erkende en/of vergunde actoren in de inzamel- en verwerkingsketen met het oog op een verbetering van de doeltreffendheid en de veiligheid van de inzameling en verwerking van de afvalolie. Met het oog daarop werkt Valorlub samenwerkingsovereenkomsten uit die moeten worden nageleefd door de erkende of vergunde actoren (vervoerders, inzamelaars, verwerkingscentra ...). Deze overeenkomsten vermelden onder meer de modaliteiten voor de inzameling en/of verwerking van de afvalolie, de transport- en opslagvoorwaarden, de omstandigheden voor het nemen en analyseren van stalen afvalolie, de verplichting tot weging van de afvalolie. Met het oog op het bereiken van de doelstellingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, zal Valorlub de noodzaak onderzoeken van een gedeeltelijke of geheel gescheiden inzameling van hydraulische olie, motorolie, olie voor warmteoverdracht, machineolie of andere types afvalolie. De samenwerkingsovereenkomst zet de actoren aan om procedures voor milieucertificeringen toe te passen. Deze overeenkomsten zullen voor advies worden voorgelegd aan het Instituut, dat binnen een termijn van 40 dagen hierover uitspraak doet.

Valorlub neemt initiatieven ter bevordering van het gebruik van biologisch afbreekbare olie voor toepassingen in verloren smering.

- §2 Valorlub werkt een preventieplan uit dat de samenwerkingsovereenkomst(en) vermeld in §1 bevat alsmede een beschrijving van de geplande initiatieven ter bevordering van de kwalitatieve en kwantitatieve preventie. Dit preventieplan definieert de evaluatiecriteria hiervoor.
- De samenwerkingsovereenkomst(en) en het preventieplan maken integraal deel uit van het beheersplan vermeld in artikel 11. Het preventieplan wordt jaarlijks geëvalueerd en, indien nodig, aangepast.

### **HOOFDSTUK 3: INZAMELING EN VERWERKING VAN AFVALOLIE**

#### **Sectie 1: Inzameling.**

Artikel 5.

- §1 De uitvoering van onderhavige overeenkomst heeft tot doel de inzameling van alle inzamelbare afvalolie afkomstig van olie op de Belgische markt gebracht of ingevoerd voor eigen gebruik in hun inrichting(en) door de leden en deelnemers.
- §2 De afvalolie moet worden ingezameld op een manier die leidt tot een inzamelgraad van 100%. De inzamelgraad uitgedrukt in percenten wordt gedefinieerd als de verhouding van het gewicht van de ingezamelde afvalolie tot het totale gewicht van de inzamelbare afvalolie.
- §3 Teneinde rekening te houden met de specifieke kenmerken van de inzamelwijzen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal onderhavige overeenkomst een evaluatiefase omvatten van twaalf maanden, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van onderhavige overeenkomst. Op dat ogenblik zal het mogelijk zijn om de inzamelresultaten in het Brussels Hoofdstedelijk gewest te evalueren in het licht van de doelstellingen vastgelegd in alinea 2, en, desgevallend, de bestaande inzamelwijzen aan te passen.

- §4 De hoeveelheden inzamelbare afvalolie worden jaarlijks bepaald in gemeenschappelijk overleg tussen de partijen, op basis van de hoeveelheden nieuwe olie op de markt gebracht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bepaald volgens artikel 12 §4, 1°, of ingevoerd voor eigen gebruik in hun inrichting(en) door de producenten en invoerders die lid of deelnemer zijn. Hierbij houdt men rekening met enerzijds de uitgevoerde nieuwe olie en anderzijds met de verliezen tijdens het gebruik van de olie.
- §5 Voor het eerste jaar van de uitvoering van onderhavige overeenkomst, worden de berekeningswijze voor de hoeveelheden inzamelbare afvalolie vermeld in een bijlage bij dit document. Voor de daaropvolgende jaren wordt de berekeningswijze voor de hoeveelheden inzamelbare afvalolie bepaald op basis van een objectieve studie die zal worden gefinancierd door VALORLUB maar uitgevoerd en gecertificeerd door een onafhankelijk bureau, ten laatste 12 maanden na het in voege treden van deze overeenkomst. Deze studie zal binnen dezelfde termijn aan het Instituut worden overhandigd en door het Instituut worden gevalideerd binnen een termijn van 40 dagen. Indien er binnen deze termijn geen reactie komt van het Instituut, zal de studie worden beschouwd als goedgekeurd.
- §6 De berekeningswijze van de hoeveelheden inzamelbare afvalolie kan worden herzien in overleg met alle partijen, met name naar aanleiding van technologische evoluties.

#### Subsectie 1 A: Specifieke beschikkingen voor afvalolie van huishoudelijke oorsprong.

##### Artikel 6

§1 De deelnemers van Valorlub zijn verplicht zich te organiseren met het oog op de inzameling van afvalolie afkomstig van gezinnen. Het staat hen volledig vrij om een inzamelnetwerk op te zetten, aangepast aan hun wensen, zolang de inzameldoelstellingen worden bereikt.

§2 Daartoe zullen de deelnemers van Valorlub een inzamelnetwerk opzetten met op zijn minst vier permanente inzamelpunten. Via dit netwerk zullen particulieren hun afvalolie kunnen inleveren zonder aankoopverplichting.

Onder permanent inzamelpunt wordt verstaan een inzamelpunt dat zes dagen per week toegankelijk is voor particulieren, tijdens de gebruikelijke openingsuren van de kleinhandel.

De toegang tot en aflevering bij het in deze paragraaf vermelde netwerk is gratis voor afvalolie van huishoudelijke oorsprong. Valorlub zal instaan voor de kosten van de inzameling en de verwerking van de afvalolie die via dit netwerk wordt ingezameld.

De modaliteiten voor de creatie van deze inzamelpunten zullen worden vastgelegd door VALORLUB, dat het Instituut zal informeren om te voldoen aan de reglementering houdende de inzameling van afvalolie.

§3 Voor de modaliteiten betreffende de inzameling van de afvalolie afkomstig van gezinnen via de openbare inzamelpunten, zal Valorlub een overeenkomst kunnen sluiten met de publiekrechtelijke rechtspersonen en/of het ANB die belast zijn met het beheer van deze inzamelpunten.

De toegang tot en aflevering bij het in deze paragraaf vermelde netwerk is gratis voor afvalolie van huishoudelijke oorsprong.

§4 De verantwoordelijken van de selectieve inzamelpunten vermeld in §2 en §3 verbinden zich ertoe samen te werken en alle noodzakelijke maatregelen te treffen om de kwaliteit en de veiligheid van de ingezamelde afvalolie te verhogen. Deze beschikkingen worden in gezamenlijk

overleg getroffen door de vermelde verantwoordelijke, Valorlub en het Instituut. De nodige maatregelen moeten worden getroffen om alle vervuiling van de ingezamelde afvalolie te vermijden en de kwaliteit ervan te garanderen.

§5 In het kader van de terugnameplicht verbinden Valorlub en zijn leden en deelnemers zich ertoe bij te dragen tot de bewustmaking van particulieren teneinde ze te stimuleren om hun afvalolie zonder bijmenging in te leveren bij de inzamelpunten vermeld in de §§ 2 en 3.

§6 De kleinhandelaars die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nieuwe olie verkopen moeten op een zichtbare plaats in elk van hun verkooppunten een duidelijk leesbare kennisgeving aanbrengen die particulieren informeert over het netwerk van inzamelpunten vermeld in §§ 2 en 3 alsook de praktische modaliteiten om deze te bereiken, en die particulieren aanmoedigt zich te wenden tot deze inzamelpunten voor het zich ontdoen van hun afvalolie die als huishoudelijk afval wordt beschouwd. De kleinhandelaars die aan deze voorwaarde voldoen, zullen gedurende de geldigheidsperiode van onderhavige milieuovereenkomst worden vrijgesteld van de verplichting om afvalolie van huishoudelijke oorsprong, die hen wordt aangeboden door particulieren, te aanvaarden.

Valorlub legt het sensibiliseringsmateriaal dat het ter beschikking stelt van kleinhandelaars voorafgaandelijk voor advies voor aan het Instituut. Het Instituut beschikt over een termijn van 40 dagen om zijn advies te geven. Het sensibiliseringsmateriaal kan indien nodig worden aangepast, op vraag van het Instituut, gemotiveerd op basis van de beschikkingen van de geldende reglementering en/of onderhavige overeenkomst.

§7 Valorlub verbindt zich ertoe de selectief ingezamelde afvalolie van gezinnen te laten verwerken in overeenstemming met de voorschriften in artikel 8.

#### Subsectie 1 B: Specifieke beschikkingen voor afvalolie van bedrijfsmatige oorsprong.

##### Artikel 7.

§1 De inzameling van afvalolie afkomstig van bedrijfsmatige activiteiten gebeurt via het inleveren door de professionele gebruikers aan erkende inzamelaars/vervoerders en/of aan door de bevoegde overheid vergunde verwerkingsbedrijven. Vanaf het in werking treden van de overeenkomst mag afvalolie van bedrijfsmatige oorsprong bij inzameling niet worden gemengd met afvalolie afkomstig van de inzameling vermeld in artikel 6.

§2 Het beheersplan moet een overzicht bevatten van de acties die moeten worden uitgevoerd ten aanzien van de ondernemingen en de andere tussenhandelaars en/of bedrijfsmatige verbruikers, inclusief de binnenscheepvaart, teneinde de doelstellingen van onderhavige overeenkomst te bereiken. Tevens moet het een overzicht bevatten van de initiatieven voor het invoeren van een methode van opvolging van de hoeveelheden afvalolie en de verwerking ervan.

§3 Wanneer men vaststelt dat de afvalolie werd vermengd met PCB's of andere gevaarlijke afvalstoffen of eender welke vreemde stof zoals water, oplosmiddelen, schoonmaakproducten, dierlijke of plantaardige oliën, detergents, antivries, remvloeistoffen of andere brandstoffen, draagt de bedrijfsmatige ontdoener ervan de bijkomende kosten voor de verwerking van deze mengeling van afvalstoffen.

#### Sectie 2: Verwerking.

##### Artikel 8.

§1 De afvalolie moet worden verwerkt volgens de beste beschikbare technieken die geen

overdreven kosten tot gevolg hebben, en overeenkomstig de geldende regionale, federale en Europese regelgeving.

§2 De ingezamelde afvalolie wordt derwijze verwerkt dat volgende doelstellingen worden behaald:

- regeneratie of ander hergebruik: minstens 60%
- hoofdgebruik als brandstof of andere vorm om energieproductie: maximum 40%.

### **Sectie 3: Evaluatie van de doelstellingen.**

Artikel 9.

- Binnen de twee maanden na het aflopen van het eerste jaar van het in voege treden van de milieuovereenkomst, zal Valorlub, samen met het Instituut, de resultaten van de inzameling en verwerking in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest evalueren in het licht van de doelstellingen gedefinieerd in artikel 5.

- In het geval dat de doelstellingen niet worden bereikt, moet Valorlub binnen de twee maanden aan het Instituut een plan ter goedkeuring voorleggen voor de resterende duur van de overeenkomst met daarin duidelijk gedefinieerde acties teneinde de resultaten op het vlak van de inzameling, recyclage en valorisatie te bereiken. Dit strategische plan zal na een jaar geëvalueerd worden.

Als het na afloop van deze termijn van oordeel is dat de geboekte vooruitgang niet voldoende is, behoudt het Gewest zich het recht voor om onderhavige overeenkomst te verbreken en aan de deelnemers van Valorlub, tussenhandelaars en kleinhandelaars te vragen om te voldoen aan hun terugnameplicht op de wijze zoals beschreven in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering.

Artikel 10

Nihil

## **HOOFDSTUK 5: VZW TER STURING**

### **Sectie 1: Taken van de vzw ter sturing Valorlub.**

Artikel 11.

§1 De organisaties hebben VALORLUB, het organisme ter sturing en coördinatie van de overeenkomst, opgericht onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de beschikkingen van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, zoals gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

Met het oog op het bereiken van zijn doelstellingen bestaat een van de belangrijkste taken van VALORLUB erin het grootst mogelijke aantal natuurlijke of rechtspersonen die olie produceren of invoeren aan te moedigen om deelnemer te worden van VALORLUB.

§2 Valorlub stelt elk jaar een beheersplan voor ter uitvoering van het strategisch plan vermeld in artikel 9. Dat plan wordt uiterlijk op 31 oktober van elk jaar voorafgaand aan het kalenderjaar van zijn uitvoering ter goedkeuring voorgelegd aan het Instituut.

Het Instituut keurt het uitvoeringsplan goed, vraagt bijkomende informatie of weigert het uitvoeringsplan binnen de twee maanden. Indien er geen antwoord komt binnen deze termijn, wordt het plan als goedgekeurd beschouwd. Als het Instituut dit plan weigert, meldt het zijn beslissing aan VALORLUB in een aangetekende brief met vermelding van het motief voor de weigering. VALORLUB moet dan binnen een termijn van drie maanden een herzien plan indienen dat rekening houdt met de kritiek van het Instituut. Er kan ook beroep worden aangetekend bij de Minister van Leefmilieu.

§4 Valorlub staat in voor:

1° de opstelling en uitvoering van het jaarlijkse beheersplan, dat op zijn minst de volgende zaken omvat:

- het preventieplan;
- de bepaling van de potentiële hoeveelheid inzamelbare afvalolie;
- een overzicht van de acties ten aanzien van de ondernemingen en de gezinnen;
- een overzicht van de acties met betrekking tot de inzameling en verwerking van de afvalolie;
- het financiële plan;
- het opvolgingsverslag.

2° de rapportering voorzien in artikel 12 van deze overeenkomst;

3° de informatiedoorstroming naar alle actoren die betrokken zijn bij de uitvoering van onderhavige overeenkomst;

4° de evaluatie van de terugname van de afvalolie overeenkomstig de artikelen 5 tot en met 7 van deze overeenkomst en de evaluatie van de verwerking van de ingezamelde afvalolie.

5° de kwalitatieve en statistische opvolging van de inzameling, de voorbehandeling en de verwerking van de afvalolie;

6° de uitvoering van de controle van de verkregen resultaten en de uitvoering van de andere beschikkingen van onderhavige overeenkomst;

7° de financiering en de uitvoering van onderhavige overeenkomst en de terugnameplicht alsook het beheer van de bijbehorende financiële middelen overeenkomstig sectie 4 van hoofdstuk 5 van onderhavige overeenkomst.

8° De uitvoering van de acties vermeld in artikel 4 van onderhavige overeenkomst.

§5 Valorlub zal de optimale harmonisatie op administratief en logistiek vlak nastreven. Alle partijen overleggen met elkaar aangaande de werkingsmodaliteiten van Valorlub.

§6 Valorlub verbindt zich ertoe zijn doelstellingen in alle transparantie na te streven.

§7 Het Instituut wordt in de hoedanigheid van permanente waarnemer van het Gewest uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur van Valorlub, alsmede op de algemene vergaderingen en op elke andere vergadering ter voorbereiding van de beslissingen die moeten worden genomen door de raad van bestuur, zonder evenwel te

beschikken over stemrecht. Een kopie van alle verslagen van de raad van bestuur wordt naar het Instituut verzonden.

## **Sectie 2: Informatieverplichtingen.**

### Artikel 12.

- §1 Valorlub verstrekt aan het Instituut alle informatie die deze nuttig acht ter evaluatie van de doelstellingen die overeenkomstig onderhavige overeenkomst moeten worden verwezenlijkt en alle informatie die nuttig geacht wordt ter verwezenlijking van de algemene doelstellingen inzake controle van de uitvoering van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering.
- §2 Valorlub en het Gewest waarborgen de vertrouwelijkheid van de marktgegevens van de betrokken individuele ondernemingen (bij wijze van voorbeeld, zonder beperkend te zijn: handel in nieuwe olie, ondernemingen voor inzameling en verwerking van afvalolie ...) met inachtneming van de beschikkingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 inzake toegang tot milieu-informatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
- §3 Teneinde de doelstellingen van onderhavige overeenkomst te verwezenlijken, verbindt Valorlub zich tot de organisatie van informatie- en bewustmakingscampagnes. De intensiteit, de vorm en de inhoud van de informatie- en bewustmakingscampagnes worden aangepast al naargelang van de bereikte resultaten.

De ontwerpen van de campagnes zullen voor advies worden voorgelegd aan het Instituut, dat een uitspraak doet binnen een termijn van 40 dagen. Indien de informatiecampagnes niet in overeenstemming zijn met de beschikkingen van onderhavige overeenkomst of nadelig zijn voor de campagnes van algemeen nut die door het Gewest worden gevoerd, is Valorlub verplicht om zijn informatiecampagnes navenant aan te passen.

- §4 Valorlub moet vóór 31 mei van elk jaar aan het Instituut een verslag overmaken dat de volgende gegevens vermeldt met betrekking tot het voorgaande jaar:
- 1° de totale hoeveelheid olie, uitgedrukt in kilogram, die binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door de leden en deelnemers op de markt wordt gebracht, alsmede de olie die door hen werd ingevoerd voor eigen gebruik binnen hun bedrijfsmatige inrichting(en).  
De op de markt gebrachte hoeveelheden worden berekend op basis van de in België op de markt gebrachte hoeveelheden olie en gebruik makend van een verdeelsleutel voor de verdeling van de landelijke hoeveelheden tussen de gewesten. Deze verdeelsleutel wordt gezamenlijk overeengekomen door Valorlub en de gewesten.
  - 2° de totale hoeveelheid afvalolie, uitgedrukt in kilogram, die binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt ingezameld, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen afvalolie van huishoudelijke oorsprong en van bedrijfsmatige oorsprong;
  - 3° de installaties waarin de ingezamelde afvalolie werd verwerkt en hun verwerkingswijze;
  - 4° de totale hoeveelheden afvalolie, uitgedrukt in kilogram, die respectievelijk terecht komen in de kanalen voor regeneratie, R9-verwerking, energetische valorisatie;
  - 5° de totale hoeveelheden, uitgedrukt in kilogram, basisolie en andere nuttige componenten, respectievelijk afkomstig van regeneratie en R9-verwerking;
  - 6° de totale hoeveelheid afvalstoffen, uitgedrukt in kilogram, afkomstig van de

verwerking van afvalolie, die verwijderd moet worden;

Valorlub meldt ook, binnen dezelfde termijn, aan het Instituut de vooruitzichten inzake de totale hoeveelheid olie, uitgedrukt in kilogram, die door de leden en deelnemers in de loop van het lopende jaar op de markt wordt gebracht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- §5 De in onderhavige overeenkomst vermelde commerciële gegevens worden ingezameld bij de leden en deelnemers door bemiddeling van een externe entiteit die wordt aangewezen door Valorlub. De aldus verkregen gegevens worden door de externe entiteit opgenomen in een globaal verslag dat al de leden en deelnemers bestrijkt, en wel derwijze dat het onmogelijk is om er marktgegevens (bijvoorbeeld, maar niet beperkt tot: prijzen, kosten ...), en/of marktaandelen van individuele ondernemingen uit af te leiden. Valorlub ziet erop toe dat de externe entiteit die werd aangewezen om de voorvermelde inlichtingen in te zamelen, gepaste waarborgen biedt inzake de vertrouwelijke verwerking van de overgemaakte gegevens. Daartoe wordt een vertrouwelijkheidsovereenkomst getekend.
- §6 Valorlub laat minstens één keer per jaar, door een onafhankelijk controleorganisme aangewezen in overleg met het Instituut, de naleving door de actoren, betrokken bij het beheer van de afvalolie, van de samenwerkingsovereenkomst zoals opgenomen in artikel 4, §1, controleren.

### **Sectie 3: Deelneming aan Valorlub.**

Artikel 13.

Valorlub kan geen deelneming weigeren van een producent of invoerder van olie voor dewelke de terugnameplicht beschreven in onderhavige overeenkomst van toepassing is, behalve indien er ernstige redenen zijn, die aan het Instituut gemotiveerd moeten worden.

### **Sectie 4: Financiering.**

#### **Subsectie 4 A: Algemene aspecten**

Artikel 14.

- §1 VALORLUB wordt gefinancierd door bijdragen van de leden en deelnemers. De jaarlijkse individuele bijdrage wordt berekend door de vaste eenheidsbijdrage per liter te vermenigvuldigen met de hoeveelheid olie op de markt gebracht of verkocht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of ingevoerd voor eigen gebruik in zijn inrichting(en) door elk lid of deelnemer.
- §2 De eenheidsbijdrage is gedifferentieerd naar het type olie en het volume van de verpakking. De hoogte van de eenheidsbijdrage wordt vastgelegd door VALORLUB derwijze dat het de verbintenissen aangegaan in onderhavige overeenkomst kan nakomen. De bijdrage kan jaarlijks worden aangepast op basis van, onder meer, de werkelijke kosten voor inzameling en verwerking.
- §3 De berekening van de eenheidsbijdrage en de motivering dienen voor advies te worden voorgelegd aan het Instituut, dat overlegt met de andere Gewesten en binnen een termijn van 40 dagen uitspraak doet.
- §4 De jaarlijkse bijdrage is verschuldigd vanaf 1 januari van het jaar waarvoor het lid of deelnemer het bewijs niet kan leveren dat hij aan de terugnameplicht heeft voldaan terwijl

hij eraan onderworpen was, of, in het andere geval, vanaf 1 januari 2007. De bijdrage is opeisbaar volgens de modaliteiten bepaald in het deelnemingscontract.

- §5 De boekhouding van het organisme moet worden ontworpen op een wijze die het mogelijk maakt om duidelijk en ondubbelzinnig de relatieve inkomsten en uitgaven te identificeren met betrekking tot enerzijds de olie van huishoudelijke oorsprong en anderzijds de olie van bedrijfsmatige oorsprong evenals de eigen werkingskosten.
- §6 Indien de regelgeving zulks oplegt, rekenen al de deelnemers of leden het bedrag van hun bijdrage aan Valorlub op dezelfde wijze door in de verkoopprijs van de nieuwe olie die ze op de markt brengen, met een duidelijke vermelding dat het gaat om een milieubijdrage voor het toekomstige beheer van afvalolie. In dat geval rekenen de tussenhandelaars en de garagehouders alsook de hele distributieketen op hun beurt ditzelfde bedrag door in hun verkoopprijs.
- §7 Indien echter geen enkele bestaande reglementaire beschikking de praktijk vermeld in §6 oplegt, bepaalt elk lid en deelnemer individueel of, en desgevallend de wijze waarop de bijdragen een invloed zullen hebben op hun prijzen en/of hun andere verkoopvoorwaarden. Deze bepaling zal gebeuren zonder raadpleging van, noch overleg met andere leden en/of deelnemers en/of met Valorlub, en zonder beraadslaging met deze andere leden en/of deelnemers en/of Valorlub.
- §8 Elke onderneming die een deelnemingsovereenkomst sluit met Valorlub na de oprichting ervan, verbindt er zich toe alle verplichtingen zoals beschreven in onderhavige overeenkomst uit te voeren voor zover ze op deze onderneming betrekking hebben, met inbegrip van de verplichtingen eisbaar vóór de datum van deelneming aan Valorlub.
- §9 Elk jaar laat Valorlub op zijn kosten de jaarrekeningen controleren door een bedrijfsrevisor die werd aangesteld na raadpleging van het Instituut.  
Het verslag dat wordt opgesteld door de bedrijfsrevisor wordt overgemaakt aan het Instituut.  
Dit jaarverslag verschaft een precies beeld van de financieringswijze van het collectieve systeem.

Subsectie 4 B: Afvalolie van huishoudelijke oorsprong ingezameld in de inzamelpunten gedefinieerd in artikel 6, §2-§3

Artikel 15

- §1 Indien wordt vastgesteld dat de afvalolie afkomstig van gezinnen en ingezameld via de circuits vermeld in artikel 6, §§2 en 3 verontreinigd is met meer dan 50 mg/kg PCB's/PCT's, zal de meerkost van de verwerking van deze vloeistof, prorata de hoeveelheden op de markt gebracht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door de leden en deelnemers van VALORLUB, als volgt worden gedragen :
- door VALORLUB, voor zover de beschikkingen van artikel 6 §§4 en 5 worden nageleefd en het volume verontreinigde afvalolie niet meer bedraagt dan 5% van de afvalolie van huishoudelijke oorsprong, ingezameld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
  - gezamenlijk door Valorlub en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, a rato van elk 50% van de kosten, voor de volumes boven de hoeveelheid bepaald in de vorige alinea.

§2 Bij toepassing van artikel 3, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 ter invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, zal Valorlub de inzameling en verwerking van afvalolie van huishoudelijke oorsprong ingezameld door het ANB financieren prorata de hoeveelheden op de markt gebracht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door de leden en deelnemers van VALORLUB. De modaliteiten van deze financiering zullen worden gedefinieerd in de overeenkomsten vermeld in artikel 6, §4 van onderhavige overeenkomst.

#### Subsectie 4 C: afvalolie van bedrijfsmatige oorsprong

##### Artikel 16

§1 Valorlub kan aan de producenten van afvalolie van bedrijfsmatige oorsprong een forfaitair bedrag betalen. Dit forfaitair bedrag wordt bepaald in functie van de hoeveelheden en het type olie, de marktvoorwaarden voor afvalolie alsook de inzamel- en verwerkingsmethode. Daartoe dient de producent van de afvalolie een attest van inzameling en verwerking voor te leggen, afgeleverd door een ophaler van afvalolie waarmee Valorlub een samenwerkingsovereenkomst heeft afgesloten.

§2 VALORLUB betaalt aan de erkende inzamelaars waarmee het een samenwerkingsovereenkomst heeft afgesloten, een forfaitair bedrag dat wordt bepaald in functie van de hoeveelheden en het soort afvalolie en de inzamel- en de verwerkingsmethode. Met het oog daarop verstrekken de inzamelaars aan VALORLUB de informatie met betrekking tot de gerealiseerde inzameling en verwerking, overeenkomstig de voorschriften in artikel 12, §4.

§3 VALORLUB betaalt elk lid of elke deelnemer, op diens expliciet verzoek, een bedrag terug voor de hoeveelheid nieuwe olie die hij geproduceerd of ingevoerd heeft en die hij heeft geleverd aan een handelaar die de olie geëxporteerd heeft. Het terug te betalen bedrag komt overeen met de bijdrage die de deelnemer aan VALORLUB heeft betaald naar aanleiding van het op de markt brengen van deze hoeveelheid nieuwe olie. Daartoe informeert het lid of de deelnemer VALORLUB over de hoeveelheden geëxporteerde olie middels een verklaring op erewoord, verstrekt door de handelaar aan het lid of de deelnemer of via een door het lid of de deelnemer gemandateerde derde.

VALORLUB regelt de terugbetaling jaarlijks via een regularisatie op de jaarlijkse definitieve aangifte van het lid of de deelnemer.

§4 VALORLUB bepaalt jaarlijks de forfaitaire bedragen beschreven in §§ 1 en 2 op een wijze dat de doelstellingen van onderhavige overeenkomst kunnen worden bereikt en dat de terugnameplicht in haar geheel kan worden nageleefd.

## **HOOFDSTUK 6: VERBINTENISSEN VAN HET GEWEST**

### Artikel 17.

§1 Het Gewest zal initiatieven nemen ten aanzien van de overheden van de andere Gewesten zodat in de drie Gewesten de regelgeving inzake de terugnameplicht voor afvalolie van zowel huishoudelijke als bedrijfsmatige oorsprong zo veel mogelijk geharmoniseerd wordt.

§2 Het Gewest verbindt zich tot de controle van de strikte toepassing door alle actoren van de terugnameplicht en de verbalisering van de overtredingen. Het Gewest verbindt zich ertoe

om de vereiste controles te laten uitvoeren bij alle actoren.

- §3 Teneinde de uitvoering van onderhavige overeenkomst mogelijk te maken en de acties van Valorlub, de organisaties, de leden en de deelnemers te ondersteunen, verbindt het Gewest zich ertoe, indien de realisatie van de terugnameplicht het vereist, en na overleg met Valorlub, alle nodige aanvullende wettelijke maatregelen te treffen.
- §4 Het Gewest engageert zich om, bij de goedkeuring van individuele afvalbeheersplannen ingediend door andere ondernemingen dan de ondernemingen gebonden door onderhavige overeenkomst, principes te laten gelden welke gelijkaardig zijn aan de verplichtingen die worden opgelegd aan de ondernemingen die gebonden zijn door onderhavige overeenkomst.

## **HOOFDSTUK 7: SLOTBEPALINGEN**

### **Sectie 1: Begeleidingscomité.**

Artikel 18.

- §1 In geval van een geschil zal er een begeleidingscommissie worden samengesteld. De samenstelling zal worden bepaald afhankelijk van de aard van het geschil. Deze commissie bestaat altijd uit twee vertegenwoordigers van Valorlub en twee vertegenwoordigers van het Gewest. De commissie is belast met de bemiddeling van eventuele geschillen die kunnen optreden in het kader van de uitvoering van onderhavige overeenkomst.
- §2 De beslissingen van de begeleidingscommissie worden in consensus genomen. Bij gebrek aan consensus rapporteert de begeleidingscommissie aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.
- §3 In geval van een geschil en in afwachting van bemiddeling, zet Valorlub zijn activiteiten voort op de wijze van vóór het geschil.

### **Sectie 2: Duur en opzegging van de overeenkomst.**

Artikel 19.

- §1 Onderhavige milieuovereenkomst treedt in werking tien dagen na de publicatie ervan in het Belgisch Staatsblad.
- §2 Onderhavige overeenkomst wordt gesloten voor een termijn van vijf jaar.

### **Sectie 3: Wijzigingen.**

Artikel 20.

- §1 De bepalingen van onderhavige milieuovereenkomst zullen worden aangepast aan een eventuele wijziging van de Europese wetgeving op dit gebied of aan elke andere verplichting die voortvloeit uit het internationale recht.

§2 Onderhavige overeenkomst kan ook worden gewijzigd overeenkomstig artikel 10 van de ordonnantie betreffende de milieuovereenkomsten.

#### **Sectie 4: Ontbinding.**

Artikel 21.

Onderhavige overeenkomst kan worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden in acht wordt genomen.

De kennisgeving van de opzeg gebeurt, op straffe van nietigheid, bij een ter post aangetekende brief aan de ondertekenaars van de overeenkomst. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving.

#### **Sectie 5: Bevoegdheidsclausule.**

Artikel 22.

Elk geschil dat uit deze overeenkomst ontstaat of ermee verband houdt en waarvoor geen oplossing kan worden gevonden in de Begeleidingscommissie, beschreven in artikel 18 van onderhavige overeenkomst, wordt voorgelegd aan de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Brussel.

#### **Sectie 6: Slotbepalingen.**

Artikel 23.

De overeenkomst werd afgesloten te BRUSSEL op ..... en werd ondertekend door de vertegenwoordigers van alle partijen.

Elke partij erkent haar exemplaar van de overeenkomst te hebben ontvangen.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Charles Picqué

De Minister van Milieu van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Evelyne Huytebroeck

Voor de organisaties:

de vzw Belgische Petroleum Federatie:

Patrice Brès

de vzw Lubricants Association Belgium:

Charles Devroey

de vzw Belgische Federatie van de Distributie:

Baudouin Velge

de vzw Belgische Confederatie van de Autohandel en -reparatie  
en van de Aanverwante sectoren, Federauto:

Freddy Van hoe

de vzw Valorlub:  
Luc Deurinck

## BIJLAGE: INZAMELBARE HOEVEELHEDEN OLIE IN BELGIË

Inzamelbare olie 2002							
	Categorie	Totaal markt [ton/jaar]	Percentage ophaalbaar		Hoeveelheid ophaalbaar [ton/jaar]		Opmerkingen
			Min	Max	Min	Max	
<b>MOTOROLIE</b>		40775			17989	22990	
Smeerolie voor personenauto's	1A + 1A1	18486	50%	60%	9243	11092	(1)
Smeerolie voor dieselmotoren van bedrijfsauto's, landbouw, wegeaanleg	1B +1B1+1B2	19307	40%	55%	7723	10619	(2)
Smeerolie voor tweetakt motoren	1C	404	0%	0%	0	0	(3)
Overige motorolie	1D	1525	40%	50%	610	763	(4)
Olie voor scheepsmotoren (nationaal)	1D	1034	40%	50%	414	517	(5)
Olie voor vliegtuigmotoren en turbines	1F	19	0%	0%	0	0	(6)
<b>OLIE VOOR TANDWIELEN EN VERSNELLINGSBAK</b>		26024			13970	18713	
Automatische versnellingsbakolie	2A	2413	50%	70%	1207	1689	(7)
Tandwielolie met automotive toepassing	2B	3870	50%	70%	1935	2709	(8)
Tandwielolie met industriële toepassing	2C	2918	70%	80%	2043	2334	(9)
Hydraulische transmissieolie	2D	15974	55%	75%	8786	11981	(10)
Brandvertragende hydraulische olie							
Schokdemperolie	2E	849	0%	0%	0	0	(11)
<b>SMEEROLIE VOOR METAALBEWERKING</b>		4797			1775	2594	
Koelsmeerolie (hardingsolie)	4A	234	50%	70%	117	164	(12)
Smeerolie voor metaalbewerking (neatoil)	4B	2586	50%	70%	1293	1810	(13)
Smeerolie olie voor metaalbewerking (in water emulgeerbaar/oplosbaar)	4C	1215	30%	50%	365	608	(14)
Roestwerende producten	4D	513	0%	0%	0	0	(15)
Walsoliën	4E	249	0%	5%	0	12	(16)
<b>HOOG GERAFFINEERDE OLIËN</b>		1945			1269	1556	
Turbine-olie (excl. vliegtuigen)	5A	1024	70%	80%	717	819	(17)
Transformatorolie	5B	921	60%	80%	553	737	(18)
Kabelolie							

ANDERE OLIËN		9021			1003	2364	
Compressorolie	6A1	900	40%	60%	360	540	(19)
Koelcompressorolie	6A2	130	50%	70%	65	91	(20)
Standaard machinesmeermiddelen (incl. Slide-way, pneumatic tool, total loss system ...)	6B	5777	10%	30%	578	1733	(21)
Andere industriële oliën voor niet smerende doeleinden	6C	2214	0%	0%	0	0	(22)
PROCESSOLIËN		58613			0	0	
Processolie, technische witte olie (technische en medicale) aromatische, wassen en paraffinen, smeeroliën	7A,7B,7C,8A	58613	0%	0%			(23)
TOTAAL:		141175			36006	48217	

#### Opmerkingen

De minimale en maximale inzamelbare percentages zijn eerste ruwe schattingen, gedaan door de leden van de interfederatiewerkgroep afvalolie in 2004, en moeten worden bijgesteld door het beheersorganisme tijdens zijn eerste werkingsjaar.

1. Verbruik tijdens het gebruik: verbranding, lekkage, verdamping. De inzamelbare hoeveelheid vermindert naarmate de levensduur van deze oliën toeneemt. De nieuwe olie in nieuwe auto's is hier niet bij inbegrepen, de afvalolie hiervan dus ook niet (totaal +/- 140 ton/jaar).
2. Verbruik tijdens het gebruik: verbranding, lekkage, verdamping. De inzamelbare hoeveelheid vermindert naarmate de levensduur van deze oliën toeneemt. Deze toepassingen hebben een hoger specifiek verbruik dan bij personenwagens.
3. De motorolie voor tweetakt motoren wordt volledig verbruikt tijdens het gebruik ervan.
4. Verbruik, lekkage. Gasmotoren, grasmachines, vaste motoren ...
5. Verbruik, lekkage. Nationaal = binnenscheepvaart; zeescheepvaart = export.
6. Lekkage, verdamping.
7. Lekkage, verdamping.
8. Lekkage, verdamping.
9. Lekkage, verdamping.
10. Volledig verbruik van onbrandbare oliën tijdens hun gebruik. Niet op koolwaterstofbasis.
11. De gebruikte schokdemperolie wordt gerecupereerd in autosloopbedrijven (vandaar 0% in

deze tabel). Levensduur is gelijk aan de levensduur van de schokdemper. Verliezen door lekkage.

12. Lekkage, verdamping, behandeling met het product.
13. Lekkage, verdamping, behandeling met het product.
14. De afvalstof komt vrij onder de vorm olie + water, dat wil zeggen water met +/- 10% olie. Dit percentage heeft uitsluitend betrekking op de oliefase.
15. Totaal verbruik tijdens het gebruik.
16. Nagenoeg totaal verbruik door behandeling van het product, lekkage.
17. Lekkage.
18. Transformatorolie: 80-90% lekkage. Totaal verbruik van de oliën voor doordrenking van kabels.
19. Lekkage, verdamping.
20. Lekkage, verdamping.
21. Totaal verbruik tijdens het merendeel van de toepassingen.
22. Totaal verbruik in het product, zoals procesolie.
23. Totaal verbruik van de procesolie in het product.